

Interview de Cherif Ferjani – 25 octobre:

1- Le parti Ennahda et l'opposition devaient entamer mercredi un mois de négociation pour sortir la Tunisie du marasme politique dans lequel elle s'embourbe depuis le meurtre du député d'opposition Mohammed Brahmî le 25 juillet dernier. Où en est aujourd'hui la Tunisie ? Quelles sont les principales causes liées à la crise politique tunisienne ?

Réponse Chérif Ferjani : Après plusieurs voltes-faces, le gouvernement dominé par le parti Ennahda a fini par accepter les conditions du Quartet (syndicats des travailleurs et des patrons, Ligues des Droits Humains, Ordre des avocats) et de l'opposition en envoyant une lettre où il s'engage à démissionner conformément au calendrier fixée par la feuille de route encadrant cette nouvelle étape du dialogue national. Il a fallu pour cela une pression ferme et sans précédent de la société civile, de l'opposition, des députés retirés de la Constituante au lendemain de l'assassinat de l'un des leurs, Mohamed Brahmî (le 25 juillet 2013), des syndicats des forces de sécurité attaquées par les groupes terroristes bénéficiant de la complicité du gouvernement et des dirigeants d'Ennahda. C'est ce qui a permis au dialogue reprendre le 25 octobre 2013, deux mois après l'assassinat du constituant Mohamed Brahmî et deux ans et deux jours après la fin du mandat de l'Assemblée Constitutionnelle qui n'a accompli aucune des tâches que lui a fixées la loi électorale convoquant les élections dont elle est issue. Si la feuille de route que tous les participants au dialogue ont acceptée est respectée, une personnalité indépendante sera désignée lors de la première semaine pour présider le gouvernement de compétences chargé de gérer cette ultime étape de la transition jusqu'aux prochaines élections qui doteront le pays d'institutions démocratiques stables ; le nouveau gouvernement sera formé dans la deuxième semaine du dialogue et l'actuel gouvernement démissionnera lors de la troisième semaine. Pendant ce temps, l'Assemblée Constitutionnelle, aidée par des commissions d'experts, finira ses tâches au bout de quatre semaines (terminer la rédaction de la constitution et la désignation des membres de l'Instance Supérieure Indépendante qui aura la charge d'organiser et de superviser les prochaines élections, et le vote des lois électorales pour ces élections). Durant cette période le Parti Ennahda est capable de faire de nouvelles manœuvres dilatoires. Pour éviter cela, il faut que la pression, qui a obligé les islamistes à capituler, soit maintenue avec la même force et la même vigilance. La mobilisation de la société civile et des forces démocratiques est importante pour la réussite du dialogue en cours ; elle en est une condition primordiale ; car, comme on l'a vu lors des précédentes étapes du dialogue national, chaque fois où elle a faibli, le parti Ennahda en a profité pour faire marche arrière.

2- Au-delà du politique, quels sont les différents plans de la crise tunisienne ?

Réponse Chérif FERJANI : Les islamistes d'Ennahda ont procédé, dès le lendemain des élections, à un coup d'Etat rampant comme l'ont fait les Frères Musulmans en Egypte : Cela a commencé par le refus de respecter le délai prévu par la loi électorale pour le mandat de l'ANC. Puis, ils l'ont poursuivi avec l'adoption de la Loi de l'Organisation Provisoire des Pouvoirs (la petite constitution) qui a donné à l'ANC des pouvoirs non prévus par son mandat, créant ainsi une forme de gouvernement parlementaire absolu unique en son genre puisque sans aucun contre pouvoir. Avec cette loi, on est passé à un pouvoir absolu du parti hégémonique au sein de l'ANC. Ils sont allés jusqu'à déclarer, sans gêne, au lendemain de l'assassinat de Chokri Belaïd, que la plus haute instance du pays était le Conseil de Consultation de leur parti qui joue le rôle du comité central des partis-Etat dans les régimes totalitaires. En effet, cette instance dicte leur conduite à l'ANC et au gouvernement. C'est de ce nouvel absolutisme que procèdent tous les autres aspects du coup d'Etat rampant imposé par Ennahda : prolongation et extension des pouvoirs de l'ANC et des institutions qui en sont issues (Présidence de la République et gouvernement), limogeages des compétences et nominations partisans à tous les niveaux de l'administration, dans les collectivités publiques et territoriales, dans les médias, les services et les entreprises, etc., dans le but de se soumettre tous les rouages de l'Etat et des commandes de tous les secteurs stratégiques nécessaires à la pérennisation du pouvoir des islamistes et à l'accapuration des ressources et des

richesses du pays par les nouveaux gouvernants et leurs proches. En moins de deux ans, ils ont fait plus de mal que la dictature de Ben Ali en 23 ans. La politique menée dans le cadre de ce coup d'Etat rampant a conduit le pays au bord de la faillite et de l'explosion :

- Sur le plan économique, l'insécurité et l'absence d'un agenda et d'échéances claires pour la fin de la transition, ont découragé les entreprises étrangères comme les entreprises du pays d'investir et de réaliser les projets dont la relance de l'économie a besoin. Tous les secteurs de l'activité économique ont régressé, du tourisme à l'industrie et aux activités artisanales, agricoles et tertiaires. Le déficit de la balance commerciale s'est accru, la dette ne fait que grimper, les réserves en devises ont fondu, l'inflation a entamé la valeur de la monnaie nationale et le pouvoir d'achat des classes populaires ; la classe moyenne s'en trouve menacée de disparition. La notation de classement de compétitivité (Davos) a fait passer le pays du 40ème au 83ème rang, les finances de l'Etat sont au bord de la faillite, la contrebande s'est développée au détriment des activités économiques productrices d'emplois et de richesses, etc.

- Sur le plan social, les taux de pauvreté et de chômage, notamment celui des jeunes et dans les régions défavorisées d'où la révolution est partie, sont sans précédent ; le pays compte plus de 850.000 sans emploi. La détérioration des conditions de vie favorise le développement de la délinquance, des crimes et des différentes formes de violence. La scolarisation recule et les maladies contagieuses sont réapparues, de l'hépatite à la rage et à la tuberculose en passant par la gale et la malaria.

- Sur le plan sécuritaire, la violence politique pratiquée par des groupes armés bénéficiant de la protection, de la complicité et de la complaisance d'Ennahda, est devenue un véritable danger pour la sécurité du pays et de la population ; elle n'épargne ni les partis de l'opposition et les expressions organisées de la société civile, ni les militants politiques et associatifs, ni les journalistes et les artistes, passant des agressions lors des manifestations et des menaces aux assassinats politiques et aux attentats meurtriers qui continuent à faire des victimes dans les rangs des forces de sécurité et de l'armée. L'infiltration des services du Ministère de l'Intérieur par une sécurité parallèle liée aux milices du parti d'Ennahda et aux groupes jihadistes contribue au développement d'un climat d'insécurité dangereux pour le devenir du pays.

- Sur le plan politique, aucune des missions attendues du pouvoir pendant cette phase ultime de la transition n'a été réalisée : ni la rédaction de la constitution, ni la promulgation des lois électorales pour les prochaines échéances, ni la mise en place de l'instance indépendante qui devra superviser les prochaines élections. De même, la justice transitionnelle a tourné à une instrumentalisation de la justice pour blanchir ceux qui acceptent de collaborer avec les nouveaux gouvernants et faire du chantage aux récalcitrants, et pour distribuer les privilèges et les compensations aux seules victimes islamistes de la répression de la dictature déchu.

3- Le meurtre de sept policiers tunisiens jeudi 24 octobre a engendré de nouvelles manifestations de la part de l'opposition. Les milliers d'opposants présents dans l'Avenue Bourguiba ont demandé une démission du gouvernement alors que le jour précédent Ali Larayedh s'était lui-même engagé sur le principe d'une démission. Est-ce une solution envisageable ? Le parti Ennahda pourrait-il se retirer du pouvoir pour apaiser les tensions ?

Réponse de Chérif Ferjani : Le parti Ennahda et les islamistes ont prouvé qu'ils sont sans foi ni loi. Leur gouvernement n'a accepté de s'engager à démissionner que sous la pression de la rue, de l'opposition des forces de sécurité et de l'armée après les victimes du terrorisme dont le nombre a dépassé la trentaine depuis le début de l'année et la découverte des caches d'armes de guerre de toutes sortes (kalachnikovs, mitraillettes de toutes sortes, voitures piégées, ceintures d'explosifs, etc.) et a multiplication des attentats partout dans le pays. Il y a aussi les pressions internationales (des Etats-Unis, de la communauté Européenne et de l'Algérie) qui mettent en garde contre les dangers d'une évolution à l'Egyptienne. Ali Larayedh ne s'est clairement engagé à la démission de son gouvernement que dans la lettre qu'il a envoyé le 25 octobre à la demande expresse de l'opposition et des expressions de la société civile. Le parti d'Ennahda ne partira du pouvoir que

sous la pression, contraint et forcé. Son départ est indispensable pour sortir le pays de l'impasse dans laquelle sa politique irresponsable l'a conduit. Il n'y a pas d'autres solutions.

4- Cette situation est-elle révélatrice de l'échec du parti islamiste Ennahda? A terme, et face à la contestation populaire, la Tunisie pourrait-elle se retrouver dans une situation similaire à celle de l'Égypte (coup de force militaire et décapitation du parti islamiste au pouvoir) ?

Réponse de Chérif Ferjani : J'ai montré plus haut les échecs des islamistes en Tunisie. Partout où les islamistes ont accédé au pouvoir, ils ont échoué, même en Turquie longtemps données comme un modèle avec l'AKP où les explosions de l'été dernier ont révélé les limites de la réussite de ce parti. La mobilisation de la société civile et l'unification des forces de l'opposition sur la base de la feuille de route du Quartet, a empêché Ennahda de conduire le pays à un affrontement comme celui qui a compromis, du moins pour le moment, le processus de transition démocratique en Égypte. Les islamistes préfèrent être mis à la porte par un coup d'Etat qui en ferait des victimes que par une sanction démocratique de leurs échecs. C'est ce que l'opposition démocratique et les expressions organisées de la société civile ont réussi jusqu'ici à éviter en imposant à Ennahda un dialogue national pour assurer la réussite de la transition démocratique et l'organisation d'élections libres et transparentes.

5- Comment imaginer une sortie de crise ? Qui seraient alors les acteurs de la nouvelle politique tunisienne ?

Réponse de Chérif Ferjani : La sortie de la crise passe par la réalisation de la feuille de route encadrant le dialogue qui vient de reprendre. En attendant les prochaines élections présidentielles, législatives et municipales, le gouvernement de compétences présidé par une personnalité indépendante devra, outre la conduite des affaires courantes jusqu'à la tenue de ces élections auxquelles il doit offrir les moyens et les conditions les plus favorables sans s'en mêler, comme cela s'est passé dans la période précédant les élections de l'assemblée constitutionnelle, devra répondre aux demandes sociales et de sécurité les plus urgentes pour venir en aide aux populations et aux régions les plus défavorisées et relancer l'économie du pays. La Tunisie a les compétences et les moyens de relever ces défis à la condition que les islamistes seront empêchés de continuer leurs nuisances. Il ne s'agit ni de les remettre en prison pour leurs idées, ni de les exclure du champ politique. Ils constituent une composante du paysage politique qui a sa place à côté d'autres courants, à condition qu'ils respectent les règles de la démocratie. L'opposition démocratique unie dans le cadre du Front de Salut ou de grands rassemblements politiques, sur la base d'objectifs et de programmes qui commencent à prendre corps sous la pression de la société civile, a les moyens de rivaliser avec les islamistes et de permettre l'alternance indispensable à la mise en place d'un système démocratique viable. Si la Tunisie réussit ce tournant, sans une intervention étrangère et sans recours à des institutions au dessus de la société (comme la monarchie au Maroc, l'armée en Turquie et en Égypte), ce sera une expérience fondatrice pour tout le monde arabe, comme l'était sa révolution contre la dictature de Ben Ali. Ce sera aussi une victoire pour tous les démocrates et pour les forces du progrès en Afrique et dans le monde.